



**MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Bureau de la commande publique et des achats

**Missions de contrôle technique et de  
coordonnateur sécurité dans le cadre des  
travaux de restructuration du bâtiment D  
et de rénovation du bâtiment A du site  
Paris Maine**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

Numéro de consultation : BPI-2023-023

# Table des matières

Article 1 - IDENTIFICATION.....	4
Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
Article 3 - ALLOTISSEMENT.....	4
Article 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
Article 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
5.1 Cadre général.....	5
5.2 Reconduction de l'accord-cadre.....	5
Article 6 - FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS.....	5
6.1 Tranche ferme.....	5
6.2 Tranches optionnelles.....	6
Article 7 - LIEU D'EXECUTION.....	6
Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
Article 9 - MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	7
Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
10.1 Représentation des parties.....	7
10.2 Conditions d'exécution.....	9
10.3 Obligations du titulaire.....	11
10.4 Responsabilité du titulaire.....	12
10.5 Considérations sociales.....	12
10.6 Considérations environnementales.....	12
10.7 Traitement de données à caractère personnel.....	12
10.8 Confidentialité et secret des affaires.....	18
10.9 Clause de réexamen.....	19
10.10 Valorisation des ordres de service.....	19
10.11 Constatation de l'exécution des prestations.....	19
10.12 Garantie.....	19
10.13 Retenues provisoires.....	19
10.14 Pénalités.....	20
Article 11 - REGIME FINANCIER.....	23
11.1 Forme et contenu des prix.....	23
11.2 Variation des prix.....	24
11.3 Avances.....	24
11.4 Modalités financières.....	24
11.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	27
Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	28
12.1 Echanges dématérialisés.....	28
12.2 Langue.....	28
12.3 Sous-traitance.....	28
12.4 Propriété intellectuelle.....	29
12.5 Assurances.....	30
12.6 Autres obligations administratives.....	30
12.7 Résiliation.....	31
12.8 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	31
12.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	32
12.10 Différends.....	35

12.11 Litiges et contentieux.....35

Article 13 - DEROGATIONS AU CCAG.....35

## Article 1 - IDENTIFICATION

Le présent accord-cadre est porté par : Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Sous-Direction de la Logistique et du Patrimoine

Adresse : 78 rue de Varenne 75007 PARIS

Siret : 110 070 018 00012

Il est représenté par le Bureau du Patrimoine Immobilier.

## Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet une mission de contrôle technique et une mission de coordonnateur sécurité dans le cadre des travaux de restructuration du bâtiment D et de rénovation du bâtiment A du site Paris Maine.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Codes CPV de la consultation :

Lot	Code CPV	Intitulé
1	71631300	Services de contrôle technique de bâtiments
2	71317210	Services de conseil en matière de santé et de sécurité

## Article 3 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	Mission de contrôle technique dans le cadre des travaux de restructuration du bâtiment D et de rénovation du bâtiment A du site Paris Maine du MASA
2	Mission de coordonnateur sécurité dans le cadre des travaux de restructuration du bâtiment D et de rénovation du bâtiment A du site Paris Maine du MASA

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

## Article 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Les lots 1 et 2 de l'accord-cadre sont mono-attributaires.

L'accord-cadre est exécuté en partie forfaitaire et en partie par l'émission de bons de commande.

Pour le lot 1, l'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum correspondant au total de la part forfaitaire augmentée du montant des avenants éventuels et d'un montant maximum de 50 000,00 € HT fixé pour la part à bons de commande.

Pour le lot 2, l'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum correspondant au total de la part forfaitaire augmentée du montant des avenants éventuels et d'un montant maximum de 25 000,00 € HT fixé pour la part à bons de commande.

Chaque lot cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

## Article 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

### 5.1 Cadre général

Chaque lot est conclu pour une durée de 55 mois y compris période estimative de 4 mois pour la passation des marchés de travaux et 12 mois pour la période de garantie de parfait achèvement des travaux.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

### 5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

## Article 6 - FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS

Le fractionnement des prestations en tranches s'applique dans le présent accord-cadre exécuté en partie par l'émission de bons de commande et en partie par l'exécution de prestations forfaitaires.

### 6.1 Tranche ferme

L'accord-cadre comporte la tranche ferme et la (les) tranche(s) optionnelle(s) suivantes :

Lots séparés		Tranches	
N° Lot	Intitulé	N°	Intitulé
1	Mission de contrôle technique dans le cadre des travaux de restructuration du bâtiment D et de rénovation du bâtiment A du site Paris Maine	TF	Mission CT sur Bâtiment D – Phase conception
		TO-1	Mission CT sur Bâtiment D – Phase réalisation
		TO-2a	Mission CT sur le bâtiment A – Phase conception du A durant conception du D
		TO-2b	Mission CT sur Bâtiment A – Phase conception du A hors conception du D
		TO-3a	Mission CT sur Bâtiment A – Phase travaux du A durant les travaux du D
		TO-3b	Mission CT sur le bâtiment A – Phase travaux du A hors travaux du D
		TO-4	Missions complémentaires sur bons de commande suivants besoins du Maître d'ouvrage

Lots séparés		Tranches	
2	Mission de coordonnateur sécurité dans le cadre des travaux de restructuration du bâtiment D et de rénovation du bâtiment A du site Paris Maine	TF	Mission CSPS sur Bâtiment D – Phase conception
		TO-1	Mission CSPS sur Bâtiment D – Phase réalisation
		TO-2a	Mission CSPS sur Bâtiment A – Phase conception du A durant conception du D
		TO-2b	Mission CSPS sur le bâtiment A – Phase conception du A hors conception du D
		TO-3a	Mission CSPS sur le bâtiment A – Phase travaux du A durant travaux du D
		TO-3b	Mission CSPS sur Bâtiment A – Phase travaux du A hors les travaux du D
		TO-4	Missions complémentaires sur bons de commande suivants besoins du Maître d'ouvrage

La tranche ferme prend effet à compter de la date de notification de l'accord-cadre pour une durée de 12 mois.

## 6.2 Tranches optionnelles

Chaque tranche optionnelle est affermée par décision ou ordre de service ou courrier d'affermissement ou avenant.

La date limite prévisionnelle d'affermissement de chaque tranche optionnelle est fixée à 38 mois suivant la notification du marché.

Lorsque l'acheteur affermit la tranche optionnelle dans le délai maximum fixé pour l'affermissement, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune indemnité d'attente.

Affermissement tardif d'une tranche : En cas d'affermissement tardif d'une tranche optionnelle, il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire.

Non affermissement d'une tranche : Dans l'hypothèse où l'acheteur n'affermit pas une tranche optionnelle, le titulaire est libéré de tout engagement concernant l'exécution de celle-ci. Il ne peut prétendre à aucune indemnité, ni paiement de quelque nature que ce soit.

## Article 7 - LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations objet de la consultation est : 75 - Paris (FR-75).

Les prestations seront à exécuter au 19 avenue du Maine 75015 Paris. Des réunions pourront avoir lieu au 78 rue de Varenne 75007 Paris.

## Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes :
  - bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire
  - bordereau des prix unitaires
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé le 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire éventuellement complétée et/ou modifiée dans le cadre de la mise au point du marché
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre

## Article 9 - MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

## Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 10.1 Représentation des parties

#### 10.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. L'acheteur désigne les interlocuteurs suivants :

Béatrice MATEOS au Bureau du Patrimoine Immobilier  
Numéro de téléphone : 01 49 55 52 08  
Adresse électronique : [beatrice.mateos@agriculture.gouv.fr](mailto:beatrice.mateos@agriculture.gouv.fr)

Maéva SAKA MBUMBA au Bureau du Patrimoine Immobilier  
Numéro de téléphone : 01 49 55 60 45  
Adresse électronique : [maeva-kelly.saka-mbumba@agriculture.gouv.fr](mailto:maeva-kelly.saka-mbumba@agriculture.gouv.fr)

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### 10.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés, par dérogation à l'article 3.4.1 CCAG de référence, dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

La mission du mandataire en cas de groupement :

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement, avec le maître d'ouvrage et d'une manière générale avec tous les intervenants à l'opération.

A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour :

- Coordonner l'établissement de tous les documents contractuels
- Faire signer le marché et les avenants par chacun des membres ou signer le marché et les avenants, si le mandataire dispose des pouvoirs nécessaires
- Transmettre au maître d'ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membre
- Assurer les missions de coordination portant sur l'ensemble des prestations prévues au marché
- Etablir, en liaison avec les autres membres, le planning et en assurer sa mise à jour
- Informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application
- S'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché
- Organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations
- Proposer la réception des prestations
- Transmettre aux membres concernés les ordres de service et toutes instructions, notes, plans, directives, etc. émanant du maître d'oeuvre ou du maître d'ouvrage ou de son représentant, et d'une manière générale de tous les intervenants à l'opération
- Remettre, au maître d'oeuvre ou au maître d'ouvrage, selon les stipulations du marché et dans les conditions de forme et de délais prévus au marché, les documents (documents graphiques et écrits, projets de décomptes, demandes d'acomptes, décomptes généraux définitifs, etc.) dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation. Toute autre communication destinée au maître d'ouvrage est transmise exclusivement par le mandataire, à charge pour lui d'en informer les autres membres.
- Réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement, etc...
- Le cas échéant, organiser les négociations et trancher les différends au sein du groupement
- Répartir, s'il y a lieu, les pénalités prévues au marché
- Le cas échéant, assurer la tenue du compte des dépenses communes
- Archiver les documents régissant les rapports contractuels entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.



### 10.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de 5 jours calendaires, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG de référence, à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 10 jours calendaires, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG de référence, courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours calendaires, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG de référence, pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

### 10.2.2 Délais d'exécution des prestations forfaitaires

Le point de départ du délai d'exécution des prestations forfaitaires est fixé comme suit :

- Date de notification de l'accord-cadre pour les prestations de la tranche ferme
- Date d'affermissement de la tranche considérée pour les prestations des tranches optionnelles (hors tranche optionnelle 4)

Les délais d'exécution sont précisés aux CCTP.

En complément des articles 2 et 3.8 du CCAG-PI, les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par l'acheteur au titulaire de l'accord-cadre.

### 10.2.3 Emission et exécution des bons de commande

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Conformément à l'article 3 du CCAG de référence, si le bon de commande est notifié par le biais du profil d'acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé. Cette notification est certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation, la notification est présumée dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3 du CCAG de référence, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer à l'acheteur, par retour de mail, un accusé de réception de la commande dans un délai de 2 jours ouvrés. A défaut d'envoi de cet accusé-réception, la notification est présumée à l'issue du délai indiqué ci-dessus.

L'acheteur adresse au titulaire ses besoins pour lui permettre d'établir ses devis.

Les devis / bons de commande sont établis sur la base de l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

Le devis sera transmis par mail aux adresses communiquées par l'acheteur dans un délai maximum de 7 jours calendaires suivant la demande de l'acheteur.

Le devis devra préciser les unités d'oeuvre utilisées, les quantités et les prix unitaires.

Le devis ne saurait lier l'acheteur qui demeure libre de ne pas y donner suite. Si l'acheteur accepte le devis du titulaire, il formalisera sa commande par l'envoi d'un bon de commande.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est selon indication de l'acheteur :

- la date de sa notification
- la date fixée dans le bon de commande
- par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG de référence, la date fixée dans le calendrier d'exécution proposé par le titulaire et validé par l'acheteur

Les délais d'exécution sont négociés entre les parties préalablement à la validation du devis.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- la référence de l'accord-cadre
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement nécessaire pour le dépôt de la facture dans chorus-pro)
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- le délai d'exécution de la prestation
- les lieux d'exécution des prestations
- la référence au devis

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

#### **10.2.4 Exigences relatives aux prestations**

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

#### **10.2.5 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance**

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

---

### **10.3 Obligations du titulaire**

#### **10.3.1 Obligation de conseil**

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

#### **10.3.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

#### **10.3.3 Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

## 10.4 Responsabilité du titulaire

---

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

## 10.5 Considérations sociales

---

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

## 10.6 Considérations environnementales

---

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

**L'exécution des prestations objet du marché impliquera des déplacements et la production de livrables. Afin de limiter la consommation d'énergie et de ressources ainsi que les émissions de gaz à effet de serre, il est demandé au titulaire :**

- **d'utiliser en priorité des véhicules à motorisation peu polluante pour l'exécution des prestations**
- **de dématérialiser les livrables qu'il doit produire dans le cadre de l'exécution des prestations. A défaut, le titulaire devra utiliser du papier recyclé ou du papier issu de forêts gérées durablement, au moyen par exemple des labels FSC ou PEFC ou équivalent**

**A cet effet, le titulaire démontrera dans son mémoire technique, par tout moyen :**

- **l'existence d'une politique de gestion écoresponsable de sa flotte de véhicules (identification des véhicules vieillissants et étude de leur remplacement pour bénéficier des motorisations les moins polluantes, formation à l'écoconduite...)**
- **l'existence d'une démarche de responsabilité environnementale de l'entreprise (utilisation de papier recyclé, gestion des déchets...)**

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

## 10.7 Traitement de données à caractère personnel

---

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### **Précisions terminologiques**

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

### **Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestation(s) suivante(s) : Missions de contrôle technique et de coordonnateur sécurité dans le cadre des travaux de restructuration du bâtiment D et de rénovation du bâtiment A du site Paris Maine

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent accord-cadre

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes : création de comptes pour l'accès aux logiciels et outils informatiques mis en oeuvre pendant le projet (plate-forme d'échange de documents, BIM...).

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes : identité et coordonnées (adresse mail et téléphone) des agents possédant un compte.

Les catégories de personnes concernées par les données sont les suivantes : agents du ministère.

### **Données sensibles**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

### **Mise en oeuvre du traitement**

#### **Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur**

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées le cas échéant par l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;

3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;

5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

### **Sous-traitance des activités de traitement**

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'acheteur, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe l'acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

### **Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement**

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- de l'Espace économique européen ;
- d'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

### **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : notifications à adresser par mail aux adresses suivantes : [dpo@agriculture.gouv.fr](mailto:dpo@agriculture.gouv.fr), [mssi.sg@agriculture.gouv.fr](mailto:mssi.sg@agriculture.gouv.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

### **Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

### **Mesures de sécurité**

Le titulaire met en oeuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement



- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

### **Sort des données**

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

### **Délégué à la protection des données**

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

### **Registre des activités de traitement**

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel**

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- Pénalité de 50 euros par jour calendaire de retard (à compter du jour de la notification de l'accord-cadre) en cas de non communication du nom et des coordonnées du DPD du titulaire
- Pénalité de 50 euros par heure de retard en cas de non respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel
- Pénalité de 50 euros par jour calendaire de retard (à compter de la constatation par l'acheteur) de la non tenue du registre des activités de traitement

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

## **10.8 Confidentialité et secret des affaires**

---

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le présent accord-cadre concerne des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Dès lors, de par l'objet-même de l'accord-cadre, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en oeuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 2 500,00 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en oeuvre par ce dernier et ses éventuels sous traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

---

## **10.9 Clause de réexamen**

Les évènements suivants constituent les « clauses de réexamen », visées à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique :

- rémunération complémentaire en cas de modification du programme ayant pour conséquence une augmentation du coût prévisionnel définitif des travaux de plus de 10 % par rapport à celui initialement validé par le maître d'ouvrage, sous réserve que cette modification ouvre droit à rémunération complémentaire
- rémunération complémentaire en cas de prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de la durée du chantier de plus de 10 % par rapport à celle prévue dans le calendrier détaillé d'exécution des travaux notifié aux intervenants de l'opération, sous réserve que ce retard ouvre droit à rémunération complémentaire

---

## **10.10 Valorisation des ordres de service**

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG de référence, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

---

## **10.11 Constatation de l'exécution des prestations**

### **10.11.1 Contrôle**

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

### **10.11.2 Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

### **10.11.3 Décisions après vérification**

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

---

## **10.12 Garantie**

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

---

## **10.13 Retenues provisoires**

Toutes les pénalités prévues au présent CCAP pourront faire l'objet dans un premier temps d'une retenue provisoire. Le montant de cette dernière sera calculé par application des forfaits ou formules prévus à l'article "Pénalités" du présent CCAP.

Les retenues provisoires sont appliquées sur simple constatation du maître d'ouvrage. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date d'exécution et la date limite contractuelle.

A l'issue de l'échéance des principales étapes du projet, le maître d'ouvrage se réserve le droit soit de conserver les retenues provisoires (dans l'attente d'une décision ultérieure sur la suite à leur donner), soit de les reverser au titulaire, soit de les transformer en pénalités définitives.

Les retenues provisoires sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire et acceptée par le maître d'ouvrage. Dans l'attente de ces indications, celles-ci sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire.

Les retenues provisoires pourront être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations.

Sauf en cas de transformation en pénalité définitive, chaque retenue provisoire sera restituée en intégralité ou partiellement selon l'incidence de la défaillance constatée ayant entraîné l'application de ladite retenue provisoire.

---

## **10.14 Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Sauf indication contraire au présent CCAP, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

### **10.14.1 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG de référence, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées comme suit :

**Lot 1 : Mission de contrôle technique :**

Marché de Contrôleur technique	Pénalités
Examen et avis sur documents de conception en phase APS / APD / PRO et DCE y compris maquette numérique BIM	300 euros par jour calendaire de retard
En cas d'absence injustifiée dont le titulaire aura été convié 1 semaine à l'avance en phase conception (visite sur site, réunions,...)	300 euros par absence
Etablissement du RICT	300 euros par jour calendaire de retard
Examen des plans, fiches techniques, PV etc... des ouvrages exécutés validés avec observation de la MOE	300 euros par jour calendaire de retard
Examen des ouvrages exécutés y compris ouvrages provisoires	300 euros par jour calendaire de retard
Rapport final du contrôleur technique	300 euros par jour calendaire de retard
Attestations VIEL, thermique, acoustique... et d'une manière générale, toutes attestations dues au titre de sa mission	300 euros par jour calendaire de retard
Rapport final de parfait achèvement	300 euros par jour calendaire de retard
En cas d'absence injustifiée dont le titulaire aura été convié 1 semaine à l'avance en phase réalisation (visite sur site, réunions,...)	500 euros par absence
Participation aux opérations préalables à la réception des ouvrages	500 euros par absence
En cas de retard dans la désignation d'une personne remplaçante et à partir de la demande du maître de l'ouvrage	500 euros par jour calendaire de retard
En cas de retard dans la remise de devis et des délais d'exécution prévus / inscrits dans le cadre de ces missions complémentaires	300 euros par jour calendaire de retard

**Lot 2 : Mission de coordonnateur sécurité :**

Intitulé	Pénalités
Examen et avis sur documents de conception en phase APS / APD / PRO / DCE y compris maquette numérique BIM	300 euros par jour calendaire de retard
En cas d'absence injustifiée dont le titulaire aura été convié 1 semaine à l'avance en phase conception (visite sur site, réunions,...)	300 euros par absence
Ouverture du Registre Journal	100 euros par jour calendaire de retard
Elaboration et mise à jour du PGC	100 euros par jour calendaire de retard
Projet de règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail	100 euros par jour calendaire de retard
Harmonisation des PPSPS	100 euros par jour calendaire de retard
Assistance à la rédaction de la déclaration préalable	100 euros par jour calendaire de retard
Constitution, tenue à jour et remise du DIUO à partir de la réception de l'ensemble des DOE	100 euros par jour calendaire de retard
Inspection commune avec les entreprises	100 euros par absence

Intitulé	Pénalités
Visite hebdomadaire et inopinée du chantier	300 euros par visite non effectuée
Organisation des réunions et présidence du CISSCT	300 euros par réunion non effectuée
Rédaction du compte-rendu et tenu à jour du Registre Journal suite à visite de chantier ou réunion du CISSCT	300 euros par jour calendaire de retard
En cas d'absence injustifiée dont le titulaire aura été convié 1 semaine à l'avance en phase réalisation (visite sur site, réunions,...)	500 euros par absence
Participation aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien	100 euros par absence
En cas de retard dans la désignation d'une personne remplaçante et à partir de la demande du maître de l'ouvrage	100 euros par jour calendaire de retard en phase conception, 500 euros par jour calendaire de retard en phase chantier
En cas de retard dans la remise de devis et des délais d'exécution prévus / inscrits dans le cadre de ces missions complémentaires	300 euros par jour calendaire de retard

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

#### **10.14.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations**

##### **Pénalités pour sanctionner le non-respect des obligations de moyens : (moyens matériels, moyens humains, ....)**

En cas de non respect des obligations de moyens prévus au marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200,00 € par constatation.

##### **Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance**

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 200 € par jour calendaire de retard.

##### **Pénalités pour sanctionner le retard de transmission des attestations d'assurance**

En cas de retard de production des attestations d'assurance au maître d'ouvrage dans le délai mentionné par ce dernier, il sera appliqué une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard jusqu'à la production des pièces.

##### **Pénalités pour absence ou retard à une réunion**

En cas d'absence non motivée ou de retard non justifié supérieur à 30 minutes aux rendez-vous auxquels le titulaire est dûment convoqué par le maître d'ouvrage, celui-ci encourt la pénalité prévue aux tableaux ci-avant.

Le titulaire sera considéré comme absent s'il est représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant de l'opération.

Sauf indication contraire de l'acheteur, l'indication d'une réunion sur un compte-rendu vaut convocation.

## **Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé**

Dans le cas où l'acheteur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il pourra lui appliquer une pénalité fixée à 500,00 € par jour calendaire dans les conditions suivantes.

Cette pénalité sera appliquée si, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou électronique, de faire cesser sa situation irrégulière, le titulaire n'apporte pas à l'acheteur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai de quinze jours, l'acheteur en informe l'agent de l'inspection du travail auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue au marché jusqu'à ce que le titulaire apporte à l'acheteur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

L'acheteur pourra rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

### **10.14.3 Pénalités liées aux considérations environnementales**

En cas de retard de transmission des justificatifs relatifs aux considérations environnementales fixées au présent CCAP, dans le délai précisé par l'acheteur dans sa demande, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard sera appliquée.

### **10.14.4 Pénalités liées à l'exécution des prestations**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

## **Article 11 - REGIME FINANCIER**

### **11.1 Forme et contenu des prix**

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire et dans le bordereau de prix unitaires annexés à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-PI (article 35.2.1 et suivants du CCAG-PI) incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison indiquée au CCTP. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage ne sera facturé. Toutes les livraisons seront effectuées en « emballage perdu » ou récupérable
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-PI
- le suivi contractuel

## 11.2 Variation des prix

---

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire moins trois mois, soit août 2023.

Les prix sont révisés par l'application aux prix du marché de la formule suivante :  $P = P_0 (I_m / I_0)$

dans laquelle :

P = prix révisé

P<sub>0</sub> = prix en vigueur au mois Mo

I<sub>0</sub> = valeur de l'indice ING diffusé par l'INSEE en vigueur au mois Mo

I<sub>m</sub> = valeur de l'indice ING diffusé par l'INSEE en vigueur au mois au cours duquel la prestation forfaitaire ou commandée par bon de commande a été réalisée conformément au délai prévu à l'accord cadre ou précisé lors de la passation du bon de commande

## 11.3 Avances

---

Le taux de l'avance est de 5 % ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'affermissement de l'accord-cadre ou de la tranche considérée, ou de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

## 11.4 Modalités financières

---

### 11.4.1 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à 3 mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.



#### **11.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de la partie forfaitaire ou du bon de commande de l'accord-cadre.

Le comptable assignataire compétent est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) rattaché au ministère.

#### **11.4.3 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

#### **11.4.4 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) suivant : FAC9410075
- la référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service
- le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique)

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

### **1) Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

### **2) Mode service ou API (Application Programming Interface) :**

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

### **3) Mode EDI (Echange de données informatisées) :**

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

**Préalables techniques et réglementaires** : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

**Lors du dépôt de sa facture dans chorus-pro, le titulaire doit saisir les renseignements suivants :**

- **SIRET Etat : 110 002 011 00044** (sur le portail Chorus-Pro, sélectionner "Etat")
- **Adresse du comptable payeur : code du service exécutant FAC9410075**
- **N° de l'engagement juridique pour les prestations forfaitaires : numéro à 10 chiffres mentionné en pied de page de l'acte d'engagement**
- **N° de l'engagement juridique pour les prestations exécutées par bons de commande : numéro à 10 chiffres mentionné en haut du bon de commande**

**Quel que soit le mode de transmission, une copie des factures sera également envoyée par mail aux adresses suivantes :**

[beatrice.mateos@agriculture.gouv.fr](mailto:beatrice.mateos@agriculture.gouv.fr) - [maeva-kelly.saka-mbumba@agriculture.gouv.fr](mailto:maeva-kelly.saka-mbumba@agriculture.gouv.fr)  
[budget-bpi.sg@agriculture.gouv.fr](mailto:budget-bpi.sg@agriculture.gouv.fr)

### **11.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

---

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **12.1 Echanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent :

- par messagerie électronique
- via le profil d'acheteur

### **12.2 Langue**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### **12.3 Sous-traitance**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En complément du DC4, le titulaire doit transmettre à l'acheteur les pièces suivantes relatives au sous-traitant :

- Justificatif d'immatriculation du sous-traitant
- Délégation de pouvoir du signataire du DC4, qui doit correspondre au nom indiqué au 3ème point de la rubrique E du DC4
- RIB du sous-traitant
- Attestation d'assurance en cours de validité du sous-traitant
- Attestation sociale du sous-traitant datant de moins de six mois
- Attestation fiscale du sous-traitant, y compris attestation de sa maison mère le cas échéant
- Liste nominative des salariés étrangers employés par le sous-traitant et soumis à l'autorisation de travail

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG de référence, à défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité journalière de 150 € par jour calendaire de retard.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

---

## 12.4 Propriété intellectuelle

---

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent accord-cadre fait application des articles 32 à 37 du CCAG-PI.

Finalités d'utilisation : Missions de contrôle technique et de coordonnateur sécurité dans le cadre des travaux de restructuration du bâtiment D et de rénovation du bâtiment A du site Paris Maine, exploitation de ces bâtiments, communication avec des services internes et externes à l'acheteur, passation d'un nouveau marché le cas échéant, pour permettre à l'acheteur de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

---

## 12.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG de référence, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances avant la notification du marché.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

---

## 12.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

**Le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants, mettent à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.**

Ces documents sont transmis par le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

Le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants, complètent une fois par an le questionnaire portant sur l'égalité professionnelle disponible sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

---

## 12.7 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants :

- non-respect du RGPD
- non remplacement de la personne nommément désignée

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 2 %.

Le montant initial du marché s'entend hors tranches optionnelles non affermies à la date de notification de la décision de résiliation pour motif d'intérêt général. Si la tranche optionnelle 4 a été affermie, il sera pris en compte le montant des bons de commande notifiés à la date de notification de la décision de résiliation pour motif d'intérêt général.

---

## 12.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

## **12.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en oeuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

### **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

### **Suspension à l'initiative de l'acheteur**

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.



Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension

### **Prolongation du délai d'exécution des prestations**

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

### **Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre (lot concerné) sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

### **Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande**

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé)
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice

### **Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat**

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire. La circulaire du 20 novembre 1974 précitée indique que la perte effective ou le surcroît de perte ne doit en aucun cas être mis en totalité à la charge de l'administration. Le titulaire du marché doit en supporter une part qui, en règle générale, est au moins égale à 10%. Elle peut dépasser ce taux si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.

### **Demandes indemnitaires**

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 43.2 du CCAG PI) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...).

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

### **Modalités de communications en cas de crise sanitaire**

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

## **12.10 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

## **12.11 Litiges et contentieux**

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

## **Article 13 - DEROGATIONS AU CCAG**

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après :

<b>Article du présent CCAP</b>	<b>Article du CCAG auquel il est fait dérogation</b>	<b>Commentaire - Objet de la dérogation</b>
10.1.2	3.4.1	Représentation du titulaire
10.2.1	3.4.3	Remplacement des intervenants
10.2.3	3 13.1.2	Accusé de réception de la commande Point de départ du délai d'exécution du bon de commande
10.10	23.2	Valorisation des ordres de service
10.14.1	14.1.1	Pénalités : Mise en demeure - Montant pénalités
10.14.4	14.1.3	Exonération des pénalités
12.3	3.6.3	Transmission du contrat de sous-traitance
12.5	9.2	Transmission des attestations d'assurances